

unité départementale des Cotes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 24 Août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DENITRAL**

Rue des Blossières Maroué  
ZI La ville Es Lan -BP 60328  
22403 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005519206

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement DENITRAL implanté Rue des Blossières Maroué ZI La ville Es Lan -BP 60328 22403 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 07/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées ainsi que dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2023 sur la méthanisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DENITRAL
- Rue des Blossières Maroué ZI La ville Es Lan -BP 60328 22403 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005519206
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Denitral appartient au groupe Cooperl. Elle exploite un méthaniseur soumis à autorisation au titre de la rubrique 2781-2 de la nomenclature dont l'exploitation est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/01/2017. Le gaz issu du procédé est injecté sur le réseau GRDF.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des risques,
- prévention des fuites de gaz.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1  | Phase de démarrage | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 90 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information                        |
|----|--|--|--|--|
| 4  | Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants | /  | Sans objet                               |
| 5  | Programme de maintenance préventive  | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39                       | /  | Sans objet                               |
| 6  | Astreinte  | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 bis                   | /  | Sans objet                               |
| 8  | Zones à atmosphères explosives (ATEX)                                      | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36                       | /  | Sans objet                               |
| 9  | Risque de fuite de gaz   | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 23                       | /  | Sans objet                               |
| 10 | Déclaration incident   | Code de l'environnement, article 512-69                            | /  | Mise en demeure, respect de prescription |
| 11 | Formation  | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22                       | /  | Sans objet                               |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2  | Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34 | /  | Sans objet        |
| 3  | Composition du biogaz et prévention de son rejet    | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41 | /  | Sans objet        |
| 7  | Ventilation des locaux                              | Arrêté ministériel du 10/11/2009 article 37  | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 relatif à l'étanchéité des installations. Ce constat conduit l'inspection à proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter ces conditions.

Par ailleurs l'ensemble des constats mettent en évidence une maîtrise fragile du risque inhérent à l'exploitation des installations de méthanisation.

Lors de l'inspection, le personnel d'exploitation technique intervenant sur l'installations a été peu disponible. Le personnel d'exploitation et de maintenance appartenant au groupe Cooperl n'est pas spécifiquement dédié aux installations exploitées par la société DENITRAL qui ont fait l'objet de l'inspection. D'autre part, la majeure partie de l'installation contrôlée fait l'objet d'une maintenance préventive effectuée par un organisme extérieur difficilement maîtrisé par l'exploitant. Ces circonstances combinées ont très largement compliqué la collecte des données nécessaires à l'inspection du site et mettent en exergue une maîtrise fragile des risques que peuvent présenter les installations.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Phase de démarrage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.</p> <p>Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les éléments transmis par l'exploitant sont insuffisants pour répondre à cette prescription.</p> <p>En effet, l'exploitant a transmis:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un certificat de contrôle en langue étrangère de l'étanchéité du digesteur 1 et du digesteur 2 effectué en 2018 par la société GLS TANKS,</li><li>- un rapport de test de soudures de préfabrication dont les résultats sont déclarés conformes,</li><li>- un procès verbal d'essai de mise sous pression des canalisations.</li></ul> <p>Cependant, aucun élément n'a été fourni concernant le post-digesteur. Les documents transmis ne permettent pas de vérifier l'exhaustivité des contrôles effectués sur les soudures et canalisations...</p> <p>Ces documents ne permettent pas à eux seuls de justifier de la conformité de l'installation à la prescription contrôlée.</p> <p>Par ailleurs, il a été relevé lors de l'inspection qu'une fuite de gaz s'est produite dans le local de traitement du biogaz en raison d'un joint non étanche. Dans le rapport d'incident transmis suite à la visite d'inspection, il est mentionné le remplacement de la pièce défectueuse sans justifier de l'étanchéité du système suite à la réalisation des travaux. Suite à cet évènement, il convient de vérifier l'étanchéité de l'installation et de transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées. L'étanchéité doit être attesté à chaque intervention susceptible de porter atteinte à l'étanchéité de installations.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 90 jours   |

## N° 2 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les raccords des tuyauteries de biogaz « et de biométhane » sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression.<br>S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local « (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). » |
| <b>Constats :</b><br>Aucun local hormis le local d'épuration du biogaz n'est présent sur le site.<br>Il a été constaté la présence de 3 détecteurs de gaz dans le local de traitement du biogaz air liquide. Les rapports de calibration des installations fournis par l'exploitant datent de 2023.<br>Les consignes de détection n'ont pas pu être contrôlées. Ce point pourra être vérifié lors d'un prochain contrôle.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 3 : Composition du biogaz et prévention de son rejet

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.<br>Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées.  |
| <b>Constats :</b><br>En cas de dépassement de la capacité de biogaz dans les installations, l'établissement est équipé d'une torchère pour la destruction du biogaz. La quantité de biogaz brûlé n'a pas pu être contrôlée le jour de la visite. L'exploitant a précisé qu'il procédait à la destruction de biogaz produit sur environ 30 heures par semaine.<br>Dans le local de traitement du biogaz, l'exploitant dispose d'un équipement permettant de mesurer la teneur en CH <sub>4</sub> , O <sub>2</sub> , CO <sub>2</sub> et H <sub>2</sub> S dans la canalisation de biogaz (dispositif GEOTECH) au sein du local d'épuration Air Liquide. D'après le rapport d'incident en date du 30/06/2023 relatif à la fuite de gaz dans le local Air Liquide, la cellule de mesure en H <sub>2</sub> S du gaz de l'équipement GEOTECH a été indisponible durant plus de 6 mois.<br><br>Selon le rapport du 30/06/2023, un nouveau dispositif dont la calibration date du 30 mars 2023 a été mis en place en mai 2023.<br><b>L'inspection attire l'attention sur la nécessité d'organiser la maintenance préventive de manière à respecter les dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009.</b><br>Le local dispose d'une ventilation forcée en toiture. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 4 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li><li>-l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>-l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;</li><li>-les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz .</li></ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le personnel dédié à l'exploitation de l'installation était très peu disponible pour la visite, les constats effectués sur le site ne permettent pas entièrement de répondre à cette prescription. Cependant, aucune non conformité n'a été relevée.</p> <p>L'ensemble de la zone de méthanisation n'est pas librement accessible.<br/>Une signalétique précise spécifie l'interdiction d'apporter du feu, le risque explosif lié à l'atmosphère ATEX ainsi que le risque toxique lié aux potentielles émanations de H2S.<br/>Les procédures n'ont pas été présentées lors de l'inspection.</p> <p><b>Les procédures d'arrêt d'urgence sont à transmettre à l'inspection et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz.</b></p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

N° 5 : Programme de maintenance préventive

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>           Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p>  |
| <p><b>Constats :</b><br/>           Le programme de maintenance préventive n'a pas été présenté le jour de l'inspection.<br/>           Le programme préventif sur les tuyauteries ESP a été transmis à l'inspection le 3 juillet 2023.</p> <p>L'exploitant a déclaré procéder à des rondes quotidiennes et hebdomadaires réalisées par le personnel du groupe Cooperl non spécifique aux installations exploitées par la société DENITRAL. L'exploitant a déclaré que lors de ces rondes les canalisations, les vannes et joints de transport de gaz au sein de l'établissement sont contrôlés. Cependant, les documents de traçabilité présentés lors de la visite ne permettent pas de confirmer ces mesures de prévention.</p> <p><b>Il convient que la maintenance préventive soit adaptée de manière à s'assurer que l'ensemble des installations spécifiquement exploitées par la société DENITRAL fassent l'objet d'un contrôle et d'une maintenance préventive claire pour répondre à l'ensemble des dispositions de l'article .</b></p> <p>Une attention particulière a été portée au local de traitement du biogaz pour lequel l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de réponse puisque la maintenance est entièrement sous traitée à la société Air Liquide. Les 2 derniers rapports (2022 et 2023) de maintenance réalisée par la société Air liquide ont été transmis à l'inspection. Une maintenance est prévue à des fréquences spécifiques dépendant du temps de fonctionnement de l'installation.</p> <p>L'un des rapports transmis n'est pas complet. D'autre part, le rapport d'incident relatif à la fuite de gaz met en évidence d'importantes difficultés en termes de maintenance réalisée par la société Air Liquide. <b>Le rapport complet est à transmettre à l'inspection des installations classées.</b></p> <p><b>L'inspection rappelle que le plan de maintenance est sous la responsabilité de la société DENITRAL. La maintenance doit être adaptée aux données constructeurs des installations et aux risques qu'elles représentent dans le cadre de leur exploitation.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



## N° 6 : Astreinte

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>           Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/>           Du personnel d'exploitation est présent sur le site 24h/24. Il a été déclaré au cours de la visite que toute dérive pouvait être automatiquement prise en charge sans pouvoir apporter de justificatif. Cependant, le personnel de maintenance et d'exploitation ainsi que les responsables du site ne sont pas des personnes spécifiquement dédiées à la société DENITRAL, responsable des installations de méthanisation. D'autre part, la maintenance des installations exploitées dans le caisson d'épuration du biogaz est réalisée par Air Liquide.</p> <p><b>En raison de l'absence du personnel d'exploitation compétent en la matière, les informations collectées sont insuffisantes pour s'assurer que cette prescription est entièrement respectée.</b><br/>           Ce point sera approfondi lors d'une prochaine inspection.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 7 : Ventilation des locaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>           Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.</p> <p>Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/>           Le local de traitement du biogaz est équipé d'un système de ventilation. Son efficacité n'a pas fait l'objet de contrôle. Une détection du méthane et du H<sub>2</sub>S est présente dans le local.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 8 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p> <p>Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur.</p> <p>Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).</p> |
| <b>Constats :</b><br><p>Le plan des zones à risques affiché dans le local n'est pas cohérent avec les informations collectées lors de la visite. En effet, la torchère n'est pas classée ATEX. Or, le plan affiché indique la présence d'une atmosphère explosive en condition normale de fonctionnement. Il a par ailleurs été mis en évidence un risque toxique lié au H<sub>2</sub>S sans que le plan des zones à risque ne le mentionne.</p> <p><b>Ce plan doit être mis à jour.</b></p> <p>Le local Air Liquide (traitement du biogaz) est classé en zone ATEX 2 en raison d'une probabilité de formation d'atmosphère explosive très faible.</p> <p>Il a été procédé à un contrôle par sondage du matériel électrique en zone ATEX.</p> <p>Aucun matériel électrique n'a été repéré dans la partie contrôlée de la torchère.</p> <p>Les appareils électriques présents dans le local Air Liquide, classé en zone ATEX de niveau 2, disposent de protection aux risques liés à une atmosphère explosive. Le niveau de protection des appareils n'a cependant pas fait l'objet d'analyse approfondie pour s'assurer qu'il soit adapté aux caractéristiques précises de la zone dans laquelle celui-ci se situe.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

N° 9 : Risque de fuite de gaz

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 23  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a évoqué la réalisation de contrôle sur les canalisations du groupe COOPERL par du personnel du groupe concernant les installations de méthanisation en dehors de l'unité de traitement du biogaz. <b>Néanmoins, les éléments présentés ne permettaient pas à eux seul de s'assurer du respect de la prescription pour les installations de méthanisation.</b><br><br>Lors de la visite, le personnel d'exploitation technique a déclaré que la ventilation forcée a été mise en fonctionnement pour l'évacuation de gaz du local Air liquide en fin d'année 2022. Lors de l'inspection, le personnel technique a déclaré qu'un dégazage s'est produit au mois de décembre 2022 à l'intérieur du local de traitement du biogaz.<br>Selon le technicien d'exploitation et le rapport d'incident, l'origine de cet incident serait liée à un joint cassé lors de la maintenance réalisée par Air Liquide. D'après les éléments recueillis, l'exploitant a déclaré que la plupart des installations présentes dans ce local sont entretenues par la société Air Liquide.<br>Suite à la détection de gaz, il a été procédé à une ventilation forcée du local, un inertage à l'azote des circuits de gaz et une intervention sur la vanne d'aspiration du compresseur AD COMP.<br><b>Les éléments permettant de répondre à cette disposition doivent être tenus à la disposition de l'inspection s'agissant du local air liquide.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/06/2023, article 512-69   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déclaration incident  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>  |
| <p><b>Constats :</b><br/> Lors de la visite, le personnel d'exploitation technique a déclaré que la ventilation forcée a été mise en fonctionnement pour l'évacuation de gaz du local Air liquide, en fin d'année 2022. Cette mesure fait suite à la détection d'une fuite dans le local lié à un défaut de maintenance sur un joint. Il n'a pas été apporté d'élément supplémentaire quant à la nature précise de la fuite le jour de la visite. <b>L'exploitant n'a pas déclaré l'incident survenu.</b></p> <p><b><u>Rapport d'incident transmis le 30 juin 2023</u></b><br/> Suite aux demandes de l'inspection, un rapport de déclaration a été transmis.<br/> Il mentionne l'éclatement d'un joint sous la pression entraînant un refoulement d'huile et un dégazage au droit de la vanne d'aspiration d'un compresseur AD COMP.<br/> <b>Les éléments transmis sont insuffisamment développés pour la compréhension de l'évènement aussi bien sur la nature des différents fluides évoqués, le rôle précis du compresseur AD COMP au sein de l'unité ainsi que sur les impacts et leur maîtrise lors des mesures correctives prises.</b></p> <p>Ce rapport fait également apparaître des difficultés dans le cadre de la sous traitance de l'installation à Air Liquide (retard dans la livraison du dispositif geotech de mesure de gaz, refus de changement de vanne). Il laisse ainsi supposer que la cellule de mesure de la teneur du H2S dans le gaz est restée hors de fonctionnement pendant plus de 6 mois.</p> <p><b><u>Éléments complémentaires à fournir</u></b><br/> <b>L'exploitant doit préciser les mesures qu'il envisage de mettre en place pour qu'une telle situation ne se reproduise pas.</b></p> <p><b>Les installations de méthanisation étant en fonctionnement continu, le rapport d'incident doit être complété par les données suivantes:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la chronologie précise des événements et actions de manière à évaluer les durées d'indisponibilité des installations de traitement de biogaz et d'indisponibilité du dispositif GEOTECH,</li> <li>- la durée des indisponibilités précitées,</li> <li>- le cas échéant la quantité de biogaz produit et détruit durant cette période lié à cet évènement,</li> <li>- une description du rôle du compresseur accompagné du synoptique de fonctionnement.</li> </ul> <p><b>Il convient également d'évaluer l'impact concernant les rejets de biogaz émis à l'atmosphère durant ces périodes.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, formation   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.</p> <p>A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.</p> <p>Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p> <p><b>Constats :</b> Les réponses n'ont pas pu être apportées sur un certain nombre de prescriptions qui fait apparaître une maîtrise fragile des risques lié à l'installation de méthanisation.</p> <p><b>L'exploitant doit justifier que le personnel d'exploitation et de maintenance est formé aux risques associés aux installations de méthanisation.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |